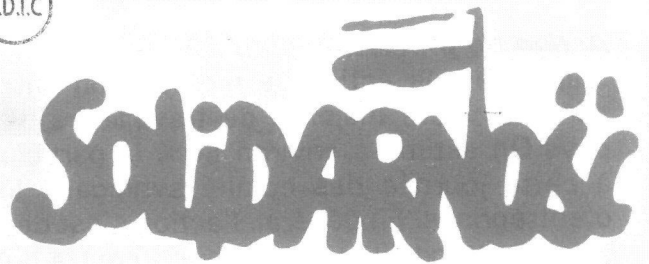


NEWS

mensuel
Date: Juin 1991
No. 164



ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Joanna Pilarska
15, Drève des Aubépines, 1332 Genval, Belgium
tél. 02/652.12.20 fax 02/652.02.88 tlx 24464 sol bk b

La journée de protestation - un avertissement et une chance

Le fait que NSZZ Solidarnosc fut à la base des changements démocratiques et des nouvelles élites gouvernementales en Pologne, ne veut pas nécessairement dire que le Syndicat et le Gouvernement ont la même vision des choses. La fragilité des nouvelles structures politiques a obligé le Syndicat à ouvrir un "parapluie" pour protéger le gouvernement des critiques. Cependant, le Syndicat n'a jamais renoncé au droit de regard sur la politique socio-économique introduite par le gouvernement car ceci touche aux droits fondamentaux et aux intérêts du monde du travail. Souvent, les responsables syndicaux exprimaient non seulement leur inquiétude et leur mécontentement en ce qui concerne cette politique et particulièrement ses effets actuels sur la société. Il est de plus en plus clair, que les réformes économiques, n'aboutissent pas à une répartition équitable des charges et des frais de ces changements dont les victimes sont des travailleurs. Continuer sur cette voie signifierait de manière évidente admettre une polarisation grandissante des intérêts et arriver à un affrontement entre le Gouvernement et le Syndicat. Finalement, le mois dernier la Commission Nationale de NSZZ Solidarnosc a décidé de proclamer le 22 mai journée de protestation contre les aspects inacceptables de la politique économique et sociale du gouvernement. Il faut souligner, que ce n'était pas une protestation contre le gouvernement comme tel, mais précisément contre certaines décisions considérées comme erronées. Ainsi, le "parapluie" s'est fermé, suivi des attitudes critiques et oppositionnistes. Néanmoins, la signification de cette journée dépasse un simple avertissement ou plutôt, les dirigeants syndicaux exprimaient ainsi qu'une possibilité s'ouvre pour une entente entre le Gouvernement et NSZZ Solidarnosc, indispensable pour l'avenir de la Pologne.

Résolution de la Commission Nationale de NSZZ Solidarnosc à propos de la situation socio-économique en Pologne

La Commission Nationale constate que l'actuelle situation socio-économique en Pologne se caractérise par des phénomènes d'une grande gravité : ● une profonde récession, l'appauvrissement de la société et le chômage accompagnés d'une importante inflation; ● l'influence grandissante de l'ancienne nomenklatura sur la vie économique du pays; ● le déroulement pathologique du processus de privatisation; ● le manque de crédibilité et d'efficacité des organes de contrôle de l'Etat (entre autres la Cour des Comptes, le Trésor, les instances de la Justice); ● une répartition inéquitable des coûts de la réforme parmi divers groupes sociaux; ● un manque de vision du développement de l'industrie et de l'agriculture; ● un manque d'orientation pour une politique sociale, y compris un système de sécurité sociale, ● une menace pour le fonctionnement des services indispensables pour assurer la santé et la vie des citoyens; ● une politique discriminatoire en matière d'impôts relative aux entreprises d'Etat accompagnée d'une surveillance inefficace des autres types d'entreprises; ● la dégradation des monuments nationaux. Tous ces phénomènes minent la conviction quant au bien fondé des transformations de l'Etat, provoquent la stagnation et le découragement, et diminuent la crédibilité de ses promoteurs. Cela concerne également le

Président, le Gouvernement et NSZZ Solidarnosc. Cette situation menace l'effondrement de la réforme économique et l'anéantissement des efforts de la société. Beaucoup de ces phénomènes négatifs sont dus à des politiques gouvernementales qui accordent une attention insuffisante aux valeurs sociales et aux attentes et par là même limitant les droits des travailleurs et les droits civiques. Le refus systématique d'opérer des changements nécessaires dans le programme économique et dans les méthodes de sa réalisation provoquent l'enracinement des effets négatifs des actions actuelles. Ceci concerne en particulier : ● la crise de l'industrie polonaise, ● la valeur décroissante du travail provoquée par les limitations systématiques sur le plan salarial, ● l'appropriation des biens de la nation par les anciennes élites communistes, ● le fait que les fonctions dirigeantes restent aux mains des membres de l'ancienne nomenklatura qui ne sont pas impliqués dans le succès de la réforme, et même la sabotant souvent, ● le statut matériel précaire des groupes sociaux qui ont lutté contre le vieux système en Pologne. Dans cette situation, la Commission Nationale proclame le jour du 22 mai 1991 jour de la protestation contre les erreurs dans la politique économique et sociale du Gouvernement en réalisant ainsi la résolution du IIIe Congrès National. ■

4°P. 12007

Action de protestation du 22 mai.

L'appel à une action de protestation entendue par une vaste majorité de travailleurs dans le pays. On estime à environ 80% la participation à cette journée des comités syndicaux locaux d'entreprises. En général, l'action s'est déroulée selon les modalités suivantes : - courte grève, - manifestation au sein des entreprises, - déclenchement des sirènes, - diffusion des informations sur les raisons de l'action sous forme de tracts distribués dans des lieux publics, - programmes de radio, articles de presse et affiches, - drapeaux déployés devant les entreprises et dans les rues. Les principales revendications formulées par les travailleurs durant les manifestations sont : "dialogue franc entre le gouvernement et les syndicats"; "une action gouvernementale contre le chômage"; "défense du système de sécurité sociale"; "il est temps de régler les comptes avec les membres de la nomenklatura"; "la politique de logement devrait tenir compte des ressources financières de la population".

L'Appel au Parlement

Nous, les participants de l'action de protestation, nous nous adressons aux députés et sénateurs afin de prendre en considération dans les débats sur la législation, la liste des revendications présentée ci-dessous: - Supprimer l'impôt sur l'augmentation excessive des salaires et ratifier les projets de lois sur le nouveau système d'impôts: la TVA et impôts des personnes physiques. - Entamer des travaux sur la loi concernant le Trésor. Il est temps de créer une institution qui accomplirait le rôle du propriétaire aussi bien dans la gestion des biens nationaux que des biens des entreprises liquidées. - Ratifier les lois sur les entreprises d'utilité publique. - Introduire des amendements à la loi sur l'emploi. - Introduire des amendements au Code du Travail. Ceci afin de pouvoir ratifier une loi complémentaire sur la sécurité et protection de la santé des travailleurs. - Ratifier la loi sur les conditions particulières de construction de logements. - Entamer des travaux législatifs sur la réforme des services de santé, d'incendie, de police, de protection de l'environnement.

La journée nationale d'avertissement

Le jour de la protestation nationale contre les erreurs du gouvernement en matière de politiques économique et sociale était la première réaction de masse à une échelle nationale menée par le Syndicat depuis sa relégation.

On peut dire brièvement que la coupe de l'insatisfaction parmi les militants syndicaux a tout simplement débordé. Le fiasco du dernier tour des négociations avec le gouvernement dépassait les limites. Au cours de deux journées de rencontres les critiques se sont abattues sur le gouvernement. Le programme d'austérité économique orchestré par le ministre Balcerowicz a suscité la plus grande contestation. Bogdan Borusewicz prétendait que le gouvernement avait délibérément gelé les négociations refusant au Syndicat l'accès aux médias et un rôle consultatif dans la politique du personnel concernant La Chambre de Contrôle. De nombreux dirigeants étaient enclins à déprécier la valeur de telles négociations car, selon eux, le gouvernement utilise de tels événements pour faire de la propagande, alors que le Syndicat n'obtient rien. Cette position négativiste est fermement défendue par Bogdan Borusewicz qui dit que le Syndicat doit négocier mais aussi apprendre à dire non. Les dirigeants syndicaux ne cachent pas leurs craintes que certains mécanismes de décisions officiels soient interprétés comme des manipulations. "Le gouvernement nous dit que la hausse des prix prendra ses effets le 1er juin. Mais qu'est-ce qui s'est passé? Nous recevons un fax que cela va se réaliser le 27 mai au milieu d'un long week-end, ainsi toute protestation devient inefficace (...). Encore aujourd'hui nous devons voter la méfiance envers le programme économique" - déclare Tadeusz Jedynek. Cependant, les responsables syndicaux prennent des précautions contre les mesures hâtives. Bogdan Borusewicz admet que des décisions économiques pénibles sont inévitables, indépendamment de qui est au pouvoir. "Le changement de gouvernement n'aurait pas de sens et ne pourrait être notre but [...]. Les décisions économiques essentielles ont été négociées avec le FMI [...] et ses recommandations doivent être respectées". Néanmoins, la Commission Nationale veut porter le cas de mesures rétroactives en matière de taxes imposées par le gouvernement, devant le Tribunal Constitutionnel.

L'atmosphère explosive.

Les responsables syndicaux appelant aux protestations étaient conscients de réagir avec retard dans une situation de tensions sociales. Les décisions concernant la manière d'exprimer la protestation ont été laissées aux régions, mais visiblement, le mot "grève" était plutôt évité. Le président de NSZZ Solidarnosc, Marian Krzaklewski, était d'avis qu'il faut séparer les actions du Syndicat de celles menées par d'autres syndicats afin de rendre évident que les protestations ne concernent pas le gouvernement, mais les erreurs de sa politique. En clair, l'action de protestation marque un déplacement dans l'attitude du Syndicat vers l'opposition. ■

L'opportunité d'arriver à une nouvelle entente

Le jour de la protestation marque un événement important : deux ans après la chute du communisme, NSZZ Solidarnosc s'est élevée contre la politique du gouvernement issu de ses rangs. La cause principale de ces événements repose sur la conviction que le nouveau système serait formé avec la participation de la société dans son éventail le plus large. Pour l'opinion publique, les liens entre la société et la politique officielle ont été brisés, ce qui a provoqué un abandon généralisé de l'idée de réformes. Ceci est important dans la mesure où la participation de la société est une condition nécessaire du succès des réformes. La situation actuelle est celle d'une crise, peut être la plus grave de ce type : une crise de confiance et d'espoir. Le Syndicat réalise que cette protestation fut nécessaire pour prévenir une série d'actions incontrôlables exprimant le mécontentement. Il est temps d'envisager une nouvelle option : celle d'une opposition loyale vis-à-vis du système démocratique.

La proclamation de la journée de protestation ne devait pas radicaliser des attitudes mais constituait une réponse à la présence de telles attitudes parmi de larges groupes sociaux. Qu'est ce qui se trouve à la base de la frustration généralisée? Des millions de travailleurs qui se sont battus avec Solidarnosc pour la démocratie et les réformes se sentent impuissants face à la nouvelle réalité. Des milliers de personnes perdent leur emplois à cause de nombreuses faillites, pendant que des anciens dirigeants communistes responsables de cette situation s'engraissent dans les entreprises privatisées. En même temps qu'on lutte contre l'inflation, les salaires augmentent et sont strictement contrôlés dans les entreprises d'Etat, mais il n'existe aucun lien direct entre le travail et le salaire. On a l'impression que les promesses de la répartition équitable des coûts des réformes ont été oubliées. Ce qui est le plus grave, c'est que les gens risquent de percevoir toute cette "pathologie" comme conforme avec les règles de la loi.

C'est ainsi que NSZZ Solidarnosc a décidé d'avertir du danger non contre le Gouvernement, mais plutôt contre les aspects pathologiques de la réforme. En soulignant sa loyauté vis-à-vis du Gouvernement, le Syndicat indique la nécessité d'une nouvelle entente pour le bien du pays. On pourrait appeler cette entente partenariat car ni le Gouvernement ni le Syndicat seuls n'arriveront à faire progresser le pays. Le Gouvernement doit élaborer et poursuivre une claire politique de réformes. NSZZ Solidarnosc dispose d'un dynamisme et d'une force sociale disciplinés prêts à canaliser les effets incontournables de la frustration populaire. Seul l'esprit de partenariat peut susciter la dynamique pour réaliser des réformes et une stabilité indispensable pour le progrès. Pour cette raison, l'action de protestation du 22 mai était incontestablement une occasion unique.

Privatisation : la grande controverse

Parmi l'ensemble des réformes économiques, c'est la privatisation qui inspire le plus d'attitudes controversées, des opinions divergentes et très souvent la crainte. Il est vrai, que la plupart des gens ne connaissent et ne comprennent que peu de choses à ce propos. Mais ce qui compte, c'est que le public ait la perception d'un hiatus entre le processus de privatisation et la justice. "Dans le passé, Solidarnosc signifiait la justice", disait un militant, "mais ce n'est plus le cas, car nous observons que le pays est pillé morceau par morceau". Le processus de privatisation ne satisfait presque personne. Les critiques sont légion, et la perception la plus commune est que la vieille nomenklatura s'approprie tout simplement le bien national et personne n'y peut rien. Cette privatisation est accompagnée d'une colère de vastes couches de population ce qui a poussé Maciej Jankowski de la Région de Mazowsze à poser cette question : "quelles réformes et quels changements?" "Nous sommes en face d'un conflit ouvert. Nous demandons une démocratie parlementaire et un marché libre mais les deux doivent tenir compte des intérêts du monde du travail. Une grande partie de gens disent : le marché libre: oui, la démocratie: oui, mais les intérêts des travailleurs: on s'en fiche (...). Plusieurs anciens militants syndicaux et membres actuels prétendent que les gagnants seront ceux qui réussiront à voler le plus possible. Tout ceci se trame sous l'oeil de la loi. Au Syndicat on laisse des miettes et des slogans mais non pas le pouvoir de changer la réalité. La loi est le jouet entre les mains des élites économiques et étatiques. Un exemple, la loi ne peut être rétroactive, ainsi les PdG de l'ancienne nomenklatura ne peuvent pas être relégués, mais quand il s'agit des impôts rétroactifs sur les prestations des travailleurs, de l'année passée, ils sont légalement imposables. (...) C'est un exemple d'une réforme menant à la jungle et non à l'Europe".

Résolution de la Commission Nationale concernant la privatisation

NSZZ Solidarnosc s'inquiète de nombreuses irrégularités entachant le processus de privatisation des entreprises d'Etat. En particulier: ● en empêchant l'accès de l'employé moyen aux biens de la compagnie qui doit être privatisée. Les mécanismes inadmissibles de privatisation comprennent: ● l'imposition des solutions favorisées par le Ministère de la Privatisation, souvent à l'encontre de la position des Conseils de travailleurs et empêchant la création de sociétés d'actionnaires qui possèdent la même quantité d'action ou de parts; ● le refus de diviser des grandes sociétés antérieurement à la privatisation; ● le non respect des délais imposés par le Ministère; ● la privatisation des sociétés avant d'avoir consulté les employés et les syndicats; ● en laissant se développer des liens privilégiés entre le Ministère de la Privatisation, des firmes de consultants et des organes de financement, ce qui conduit à favoriser certaines de ces firmes; ● l'appartenance de fonctionnaires du Ministère à la direction des entreprises privatisées place le Ministère dans une position ambiguë; ● l'engagement par le Ministère d'anciens cadres dirigeants pour occuper des postes de direction, malgré les réserves émises par le Syndicat, et aussi les cas de violation des règlements interdisant le cumul de postes de décision dans des entreprises concurrentielles; ● des mécanismes violant la loi d'élection de représentants de travailleurs à la direction de certaines entreprises privatisées; ● une recommandation écrite du Ministre de la Privatisation encourageant la concentration de paquets d'actions entre les mains des dirigeants d'entreprises.

NSZZ Solidarnosc demande: ● la décentralisation des travaux sur la privatisation; ● la création de bons de privatisation permettant aux travailleurs de racheter les actions ainsi que la possibilité de créer le fonds du capital par les travailleurs; ● l'arrêt de la vente de petites et moyennes entreprises au capital privé avant la distribution de ces bons; ● la diminution des loyers des biens utilisés; ● une méthode plus simple pour calculer la valeur des entreprises; ● le respect des règles commerciales permettant l'accumulation progressive d'actions par le personnel; ● le soutien au financement de la privatisation par une taxe sur les bénéfices; ● l'injection de capital dans la trésorerie des entreprises par la vente d'actions; ● le développement d'un mécanisme de contrôle du Syndicat sur la privatisation notamment par une procédure permettant au syndicat d'approuver le choix des dirigeants par le Ministère de la Privatisation.

La pratique actuelle d'augmenter le budget de l'Etat avec des revenus provenant de la privatisation ralentit le processus et limite ses bénéfices. Le Syndicat ne peut accepter des abus du processus de privatisation. Les abus favorisant la politique des gains budgétaires rapides et spéculation avec des réserves. Le but de la privatisation doit être la stimulation de l'activité des entreprises. Tout en favorisant la propriété privée, un effort doit promouvoir les initiatives coopératives. Tout cela va améliorer l'ordre économique et faciliter la solution des conflits sociaux. Cela stimulera l'initiative individuelle et le sens de responsabilité.

Travailleurs face à la privatisation

Que savent les travailleurs et comment ressentent-ils la privatisation, spécialement dans leur propres entreprises?

Une étude concernant les attitudes des travailleurs à l'égard de la privatisation des entreprises, réalisée à la demande de NSZZ Solidarnosc de la Région Slask Dabrowski a été exécutée par le Centre social de la Direction de la Région et l'université. Cette enquête a été menée dans les entreprises déjà privatisées et celles qui préparent cette opération. Les résultats témoignent que seulement 1/3 des travailleurs a une idée rudimentaire des problèmes. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que 40% des travailleurs ont une attitude négativiste et plus de 30% une attitude mitigée tandis que 64% considèrent que leur niveau de connaissance du sujet est insuffisant pour avoir une opinion. La majorité compte obtenir des informations par l'intermédiaire de la direction et d'autres personnes compétentes. Les interlocuteurs craignent surtout des licenciements, diminutions de salaires ou faillites. D'après l'enquête, les travailleurs des entreprises en cours de privatisation manifestent plus d'optimisme que ceux appartenant à des entreprises qui ont déjà changé de propriétaire. Un tiers des personnes interrogées estiment que la privatisation a entraîné la détérioration de l'ambiance dans l'entreprise: l'état d'incertitude, l'affaiblissement du rôle des syndicats, un traitement aliénant des travailleurs. Les travailleurs des entreprises privatisées se sentent menacés et sans défense. Ils ont l'impression qu'ils ne contrôlent plus la situation. A la question: comment apprécier la privatisation, 90% des questionnés soulignent l'absence de consultation sociale pour envisager diverses possibilités de solution; 75% relèvent une information insuffisante et un manque de préparation à la privatisation; 70% se plaignent de la perte d'influence sur ce qui se passe dans l'entreprise ainsi qu'un moindre rôle des syndicats dans les entreprises privatisées; 68% sont mécontents du processus juridique et du caractère chaotique de l'opération. ■